

[print](#)

## L'Europe tiers-mondisée

De [Eric Berr](#)

Global Research, janvier 11, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/leurope-tiers-mondisee/5424130>

### C'était en 1982

Une grave crise de la dette débutait en Amérique latine, avec le Mexique comme première victime, et allait se propager à de nombreux pays en développement. Elle était la conséquence d'un laxisme certain de la part des créanciers quant aux prêts accordés et d'une utilisation trop souvent inefficace des sommes reçues par certains dirigeants de pays en développement, peu soucieux de démocratie (parfois avec la bénédiction des créanciers eux-mêmes). Mais elle n'aurait pu prendre une telle ampleur sans la mise en œuvre de politiques anti-inflationnistes au début des années 1980 par les pays occidentaux, entraînant une forte hausse des taux d'intérêt et un ralentissement économique mondial, ouvrant ainsi une période d'austérité (déjà !).

Cette crise fut gérée, avec l'accord des créanciers et dans leur intérêt (et parfois aussi dans celui des élites collaboratrices des pays en développement), par les institutions financières internationales. Ainsi, dans un contexte de retour au libéralisme, le Fonds monétaire international (FMI) conditionna toute restructuration de dette à la mise en place de politiques économiques reposant sur les dix commandements de la bible économique néo-libérale fondant le consensus de Washington [1]. Il s'agissait d'instaurer la suprématie du marché, de favoriser les activités privées en libéralisant tout ce qui pouvait l'être et de limiter le rôle de l'État en lui imposant une cure d'austérité. L'objectif avoué de ces politiques était d'« assainir » les économies des pays endettés afin d'assurer leur insertion sur le marché mondial et leur permettre de développer des activités exportatrices générant les devises nécessaires au remboursement de leur dette. Dans les faits, loin de favoriser un rattrapage des pays en développement – même si certains ont réussi à « émerger » –, ces politiques conduisirent à un accroissement des inégalités de revenu entre pays de plus de 20 % au cours des trente dernières années, tandis que les inégalités entre riches et pauvres d'un même pays explosaient dans nombre de pays en développement. Aujourd'hui, 2,2 milliards de personnes sont pauvres ou vivent dans le quasi-dénuement et 80 % de la population mondiale ne bénéficie pas d'une couverture sociale.

### C'était en 2008

La crise des *subprimes*, déclenchée aux États-Unis par l'incurie d'un système bancaire jouant à l'apprenti sorcier spéculateur, diffusait son venin à l'ensemble de la planète. Contraints de voler au secours de banques irresponsables, incapables de sortir de la récession, de nombreux États virent leur déficit budgétaire s'accroître et leur dette fortement augmenter ce qui, pour les pays de la zone euro, les plaçait en porte-à-faux au regard de leurs engagements (un déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB, une dette publique inférieure à 60 % du PIB). Dans un contexte récessif, il fut alors demandé aux pays de l'Union européenne de mettre en œuvre des « réformes structurelles » et « d'assainir leurs finances publiques ». Malgré un échec patent dans les pays en développement, le consensus de Washington se vit relégitimé par une Troïka (FMI, Banque centrale européenne et Commission européenne) qui inocule aujourd'hui encore le poison de l'austérité en Europe sous couvert de promotion de politiques d'offre.

Aujourd'hui comme hier, les pays surendettés le sont pour des raisons qui leur échappent pour une bonne part. Aujourd'hui en Europe, comme hier dans le tiers-monde, ils sont pourtant

jugés comme étant les seuls responsables de leur situation alors que l'endettement des uns n'est que la conséquence du désir des autres d'accumuler des richesses (hier les pays de l'OPEP, aujourd'hui la Chine ou l'Allemagne). Et c'est à partir de ce diagnostic erroné que des mesures drastiques, que l'on croyait jusque-là réservées aux pays pauvres du tiers-monde, sont imposées aux pays européens les plus fragilisés (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne, stigmatisés au travers de l'acronyme anglais PIGS) et essaient dans le reste de l'Union européenne.

Aujourd'hui comme hier, l'austérité est un remède qui aggrave le mal qu'il est supposé combattre

Sous couvert de compétitivité, les pays européens sont conviés à se livrer une guerre économique les conduisant à une course au moins-disant fiscal et à la baisse des coûts de main-d'œuvre. Les coupes sombres dans les dépenses publiques ne servent qu'à offrir à l'appétit des marchands des pans de l'économie qui leur échappaient jusqu'à maintenant (santé, éducation, protection sociale). Les dégâts d'une telle approche sont connus. Ils étaient visibles hier dans les pays du tiers-monde, nous nous décidons à les voir maintenant qu'ils font des ravages au cœur de l'Europe : plus d'inégalités ; des services privatisés dont la qualité baisse à mesure que leur coût augmente ; une demande atone qui exclut tout succès des politiques d'offre, entretient le chômage et fragilise l'investissement ; des solidarités qui s'effritent à mesure que la loi du plus fort (aux antipodes des vertus de liberté qu'elle prône) gangrène nos sociétés. Aujourd'hui comme hier, l'austérité est un remède qui aggrave le mal qu'il est supposé combattre.

**Eric Berr**

## Notes

[1] Forgé en 1989 par l'économiste américain John Williamson, le consensus de Washington regroupe les mesures de politique économique partagées par le gouvernement américain, la banque centrale des États-Unis (la Fed), le FMI et la Banque mondiale.

### These might interest you:

No related posts.

Copyright © 2015 Global Research